



Écoles de Marseille, laboratoire de l'ultra-libéralisme Macron.

COMMUNIQUÉ

Ce jeudi 2 septembre, jour de rentrée des classes, le président Macron a présenté son plan Grand Marseille visant à soutenir la cité phocéenne. Parmi les mesures annoncées, une a particulièrement retenu notre attention et suscite notre opposition : l'expérimentation d'une autonomie quasi-totale des directeur-trices d'école dans le recrutement et l'encadrement des personnels, mais aussi la gestion des projets pédagogiques, les rythmes scolaires ou les horaires.

Les personnels et les familles attendaient un plan d'investissement ambitieux et chiffré pour la rénovation des écoles insalubres et l'amélioration des conditions d'études et de travail. La CGT Éduc'action rappelle donc le besoin d'un retour massif des Services publics pour sortir les habitant-s et les élèves de la précarité, de la fracture sociale et économique. A l'inverse, on assiste à l'expérimentation du démantèlement du service public d'Éducation et du statut de fonctionnaire par des dispositifs de sélections discrétionnaires. La CGT Éduc'action dénonce cette instrumentalisation du plan Marseille par le président-candidat Macron.

En instaurant une telle mesure qui vise à être étendue et généralisée, le président pointe clairement les enseignant-es comme responsables des difficultés rencontrées dans certains quartiers de la ville. C'est inacceptable. C'est trop simple de rejeter la faute sur les autres alors que c'est l'abandon des pouvoirs publics (locaux et nationaux) qui a plongé les écoles dans l'insalubrité et les quartiers dans l'isolement et la précarité. C'est un leurre de penser qu'en modifiant le rôle et le poids des directeur-trices d'école, on va répondre aux attentes des usager-ères et des élèves. C'est un leurre de penser que cela suscitera les vocations parmi les personnels, facilitera leur recrutement ou la pérennisation des équipes pédagogiques. Au contraire, le recrutement local et l'autonomie forte laissée aux directions dans un contexte de concurrence accentuent les inégalités scolaires et sociales (ce que même les enquêtes PISA confirment). A titre d'exemple, la Suède, qui a expérimenté ces dispositifs, a vu ses résultats scolaires s'effondrer et une multiplication des démissions. Les écoles marseillaises ont surtout besoin de locaux dignes et sécurisants (174 écoles marseillaises sont en attente d'une rénovation complète car le bâti est dangereux), de matériel pour fonctionner, mais aussi de personnels formés en nombre suffisant et traités correctement par l'institution (salaires, conditions de travail, liberté pédagogique...).

Territorialisation de l'École, contrôle permanent et multiplication des hiérarchies intermédiaires (notamment par l'autorité fonctionnelle pour les directeur-trices avec la loi Rilhac et le « Grenelle »), mise à mal du paritarisme par extension des postes à profil, attaques contre l'Éducation prioritaire... C'est la politique Macron-Blanquer que la CGT Éduc'action combat depuis des années.

Plutôt que d'attaquer les personnels et démanteler l'École, le président serait inspiré de lancer un plan d'investissement financier conséquent pour le service public d'Éducation. C'est bien d'un plan d'urgence dont a besoin l'École et c'est pour cela que la CGT Éduc'action appelle tous les personnels à se mobiliser dès la rentrée et à faire grève le 23 septembre prochain.

Montreuil, le 3 septembre 2021